

RECRUTEMENT DES ENSEIGNANT.E.S-CHERCHEUR.E.S 2025

COMPOSANTE DE RATTACHEMENT : UFR DROIT, ÉCONOMIE, GESTION ET AES

UNITE DE RECHERCHE DE RATTACHEMENT : UR 7480 – LAB-LEX

Informations générales



Section CNU : U0400

Nature : MCF

N° poste : 0273

SV : Susceptible d'être vacant

Concours : 26-I.1 (MCF ou PR : se reporter aux articles 26 et 46 du décret n°84-431 du 6 juin 1984 modifié)

Informations complémentaires



Mots clés : Action publique, territoire et environnement

Research fields : Public policy, territories and environment

Profil : Science politique - action publique

Job profile : political science - public action

Localisation : BREST et QUIMPER

Date de prise de fonction : 01/09/2025

Mise en situation du candidat : OUI NON

PROFIL ENSEIGNEMENT

Filières de formation concernées



La personne recrutée aura vocation à enseigner dans l'ensemble des départements de l'UFR DEGAES – Droit, économie-gestion et AES. Elle devra tout particulièrement s'inscrire dans la construction de la licence de Science politique, qui ouvrira en septembre 2025. Elle pourra également dispenser des enseignements de science politique en licence de droit, AES ou encore dans les masters Droit public approfondi (DPA) ou Gestion des territoires et développement local (GTDL).

Objectifs pédagogiques et besoin d'encadrement



La personne recrutée devra présenter un profil d'enseignement généraliste. Une appétence particulière pour les enseignements ayant trait à l'action publique, au gouvernement des territoires et aux enjeux environnementaux sera appréciée. Elle sera en mesure de dialoguer avec d'autres disciplines, des sciences sociales et juridiques comme des sciences de la matière et de la vie, afin de participer à une formation exigeante et pluridisciplinaire des étudiant.es.

Compte tenu de l'ouverture de la licence de science politique, la personne recrutée sera en mesure de proposer et/ou d'assurer de nouveaux enseignements, sous la forme de cours magistraux et de conférences de méthode articulant recherche et exercices pédagogiques.

Enfin, il ou elle aura vocation à encadrer des travaux collectifs et personnels de licence, des mémoires de recherche ou des mémoires professionnels de Master et selon les besoins, à participer à des responsabilités administratives ou pédagogiques.

Activités complémentaires



Compétences particulières requises :

Il est attendu du ou de la candidat.e une implication dans les responsabilités collectives d'ordre pédagogiques, administratives ou scientifiques tant au sein de l'UFR DEGA que du laboratoire Lab-LEX.

Evolution du poste :

La personne recrutée selon son parcours, sera invitée à préparer et soutenir son HDR.

Rémunération : rémunération statutaire de la fonction publique selon la grille indiciaire

i **Unité(s) de recherche de rattachement :** Lab-LEX (UR 7480)

Présentation générale de l'unité de recherche :

Le Lab-LEX est un laboratoire de droit, commun à l'Université de Bretagne Occidentale et l'Université Bretagne Sud. Il a pour principal objectif la recherche fondamentale et appliquée en droit privé, sciences criminelles et en droit public. L'équipe est forte d'une cinquantaine d'enseignants-chercheurs, d'une quarantaine de doctorants. Elle est répartie entre Brest, Quimper, Vannes et Lorient.

Les recherches menées au sein du laboratoire visent à comprendre les notions juridiques en jeu, les évolutions normatives mais aussi leur impact réel. A travers un travail d'analyse critique des textes, des jurisprudences mais aussi du discours doctrinal produit sur le droit, ses membres tentent de cerner les enjeux de ces objets juridiques en pleine évolution et de faire apparaître les invariants structurels mais aussi les points de rupture.

Le Lab-LEX est une entité pluridisciplinaire en droit qui comporte trois axes de recherches : Vulnérabilité, Gouvernance et Contentieux.

Axe Vulnérabilité : L'axe Vulnérabilité comporte deux sous-axes. Le premier développe une approche définitionnelle de la **notion de vulnérabilité**, notion polymorphe et non réductible à une définition fixe tant les enjeux juridiques sont variés. Le second sous-axe envisage plus précisément l'analyse des **instruments juridiques** relatifs au champ de la vulnérabilité. Tous les dispositifs juridiques (y compris l'émergence du droit souple) conduisant ou promouvant la protection de la personne humaine méritent ainsi une analyse fine qui dépasse les seuls textes de droit positif en droit interne. Au-delà de l'aspect strictement contentieux dont la jurisprudence en est une illustration, les travaux menés comportent une dimension légistique évidente qui permet de confronter les dispositifs juridiques aux pratiques administratives, associatives, professionnelles, tant en droit français qu'en droit international des droits de l'homme. Ces deux sous-axes ont été conçus pour se répondre et s'enrichir réciproquement, grâce à une réflexion dynamique qui confronte la théorie à la pratique, soit qu'elle parte du texte pour descendre vers son interprétation et son (in)application, soit qu'elle remonte d'une analyse empirique d'un traitement particulier de la vulnérabilité vers l'énoncé d'un cadre juridique valable et pérenne.

Axe Gouvernance : Cet axe comporte trois sous-axes dont le premier porte sur les **modes et conflits de gouvernance** avec un travail d'identification des différents types de gouvernance, raisons, implications, pertinence et efficacité du choix de gouvernance effectué. Le deuxième axe traite de la **gouvernance et exercice du pouvoir** : sont ainsi interrogés les modalités d'exercice du

pouvoir, les moyens de légitimation de la décision par la participation des destinataires du pouvoir. Enfin le troisième sous-axe **gouvernance et responsabilité** analyse les mécanismes de contrôle et de responsabilisation des acteurs, les concepts de modération, de responsabilité sociale et de bonne gouvernance.

Axe Contentieux : L'approche contentieuse appréhende les conflits surgissant en matière juridique sur les plans, interne, européen ou international. Il vise à anticiper les situations d'incertitude et à envisager des solutions juridictionnelles et non-juridictionnelles destinées à résoudre ces conflits. Trois sous-axes sont proposés : Le premier sous axe porte sur **l'office du juge** conçu de façon extensive (questions traditionnelles et d'autres plus innovantes sur les stratégies contentieuses élaborées par l'ensemble des acteurs) en s'appuyant notamment sur le maillage territorial breton. Le second porte sur la **gestion des risques majeurs, environnementaux, sanitaires et économiques** et l'adaptation du contentieux à leur traitement. Le troisième s'intéresse aux **mutations de la justice**, et à l'incidence des nouveaux acteurs et des phénomènes : privatisation, contractualisation de la justice et conséquences de l'intelligence artificielle.

Axes, thématiques de recherche de l'enseignant-chercheur recruté :

Le candidat ou la candidate doit présenter un profil de recherche lui permettant d'apporter une expertise en matière d'étude des modes de gouvernement des territoires et d'analyse des politiques publiques. Une appétence pour les problématiques liées aux enjeux environnementaux sera appréciée. Afin d'éclairer les transformations de l'action publique, la personne recrutée poursuivra des recherches sur le gouvernement des risques et les conditions de prise en charge des enjeux environnementaux dans les sociétés démocratiques.

Le candidat ou la candidate doit s'engager à s'investir dans les projets collectifs du Lab-LEX (organisation d'évènements scientifiques, le montage de projets de recherche individuels et collectifs ...) et inscrire ses travaux dans les champs thématiques relevant principalement de l'axe de recherche « Gouvernance » du laboratoire.

La capacité à participer à des échanges interdisciplinaires et à contribuer à la transversalité au sein du LabLEX sera également appréciée. S'il compte parmi ses membres des chercheurs de différentes disciplines de sciences humaines et sociales (deux économistes, un historien, un sociologue de l'action publique et une politiste), le Lab-LEX est un laboratoire composé essentiellement de juristes en droit public et en droit privé. Une ouverture d'esprit à l'interdisciplinarité est donc attendue. De plus, le laboratoire souhaite accroître sa capacité à développer des projets de recherche pluridisciplinaires d'ampleur régionale ou nationale, en partenariat avec des acteurs de terrain. Le laboratoire entend aussi développer sa capacité à

répondre à des appels à projets nationaux et européens et attend l'engagement de la personne recrutée dans le développement de cette politique scientifique

Présentation de l'établissement



L'université de Bretagne occidentale, bien ancrée dans son territoire, a pour ambition de promouvoir son activité de recherche sur la base de l'excellence et de la reconnaissance nationale et internationale. Cette promotion passe par la mise en valeur de ses enjeux scientifiques, de ses capacités d'innovation et de transfert ainsi que par la qualité des diverses formations qu'elle dispense.

L'UBO est un remarquable vivier pluridisciplinaire, avec une recherche reconnue au plan national et international, répartie sur 31 unités de recherche dont 17 sont associées aux grands organismes (CNRS - INSERM - IRD - IFREMER). Sa recherche est structurée selon quatre grands secteurs scientifiques :

- Sciences de la Mer
- Mathématiques, Sciences et Technologie de l'Information et de la Communication
- Santé Agro Matière
- Sciences de l'Homme et de la Société

L'UBO accompagne ses activités de recherche en développant des moyens communs autour des équipements lourds qu'ils soient analytiques (RMN, Rayons X, Microscopie, Microsonde, Spectrométrie de Masse) ou de services (Souchothèque, Animalerie spécifique).

L'UBO est partenaire de l'alliance de l'Université Européenne SEA EU, site web : <https://www.univ-brest.fr/sea-eu/>

L'UBO en chiffres, c'est 2400 salariés, 23000 étudiants, 160 spécialités de Licence et de Master, 45 Licences professionnelles, 27 BUT, répartis dans 6 domaines de formation (Sciences de la Mer et du Littoral ; Sciences Humaines et Sociales ; Arts, Lettres et Langues ; Droit, Economie, Gestion ; Sciences, Technologies, Santé ; Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives), 11 écoles doctorales, 2 formations d'ingénieurs.

L'UBO, c'est aussi un campus dynamique et chaleureux, des installations sportives haut de gamme, un accès privilégié à la vie culturelle et artistique, et un environnement et une qualité de vie remarquable.

Contacts enseignements

- i** Département d'enseignement : sciences politique (en création)
Coordonnées du contact de département : Mickaël LAVAINE / Laurent LE GALL
Coordonnées du contact enseignement : mickael.lavaine@univ-brest.fr
Tel. : 02.98.01.60.37
URL département : <https://www.univ-brest.fr/faculte-droit-economie-gestion-aes/>
Email : directeur.deg@univ-brest.fr

Contacts recherche

- i** Nom de l'Unité de recherche : UR 7480 – Lab-LEX
Lieu(x) d'exercice : Brest et Quimper
Coordonnées du contact de l'unité de recherche : muriel.rebourg@univ-brest.fr
Tel du contact de l'unité de recherche : 02.98.01.66.10 / 02.98.01.83.69
Email du contact de l'unité de recherche : secretariat.lablex.brest@univ-brest.fr
URL unité de recherche : <https://www.univ-brest.fr/lab-lex/fr>

MOYENS EN RECHERCHE

- i** **Equipements** : bibliothèque
Moyens humains :
Moyens financiers : dotation 37000€
Tutelle(s) de l'unité de recherche : UBO et UBS
Autres moyens :

Pour plus de détails

Lien vers le site de l'université : [Recrutements des enseignants-chercheurs](#)

"Information complémentaire : Poste également ouvert au recrutement au titre du handicap"